

“ Le défi pour tout socialiste, ce n'est pas seulement la révolte contre l'injustice ; c'est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”

La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Lettre hebdomadaire No. 93 - du 26 septembre 2006 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

DSK **L'anti-Sarko c'est DSK**

À Rennes : DSK fustige Sarkozy et affiche ses ambitions

Dépêche de Agence Bretagne Presse du 24/09/06 :

Dominique Strauss-Kahn était ce dimanche l'invité d'honneur de la fête de la rose à Rennes. Devant un parterre de militants, le candidat à la candidature PS s'est d'abord exprimé sur la Bretagne. Après un vibrant hommage rendu à Edmond Hervé, maire de Rennes, pour qui il dit avoir beaucoup « d'admiration », DSK a salué les élus bretons. Il a précisé que, pour lui, la Bretagne est d'abord « une terre, et l'une des plus belles du pays, porteuse de traditions. »

DSK : Sarkozy « doit quitter le ministère de l'Intérieur »

Dépêche AFP du 24/09/06 :

Dominique Strauss-Kahn, candidat à l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle, a réclamé une nouvelle fois dimanche la démission du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, lui reprochant de confondre son rôle de ministre et celui de candidat de l'UMP.

“Sous l'habit du ministre perce tout le temps la redingote du candidat”, a fustigé l'ancien ministre des Finances dans

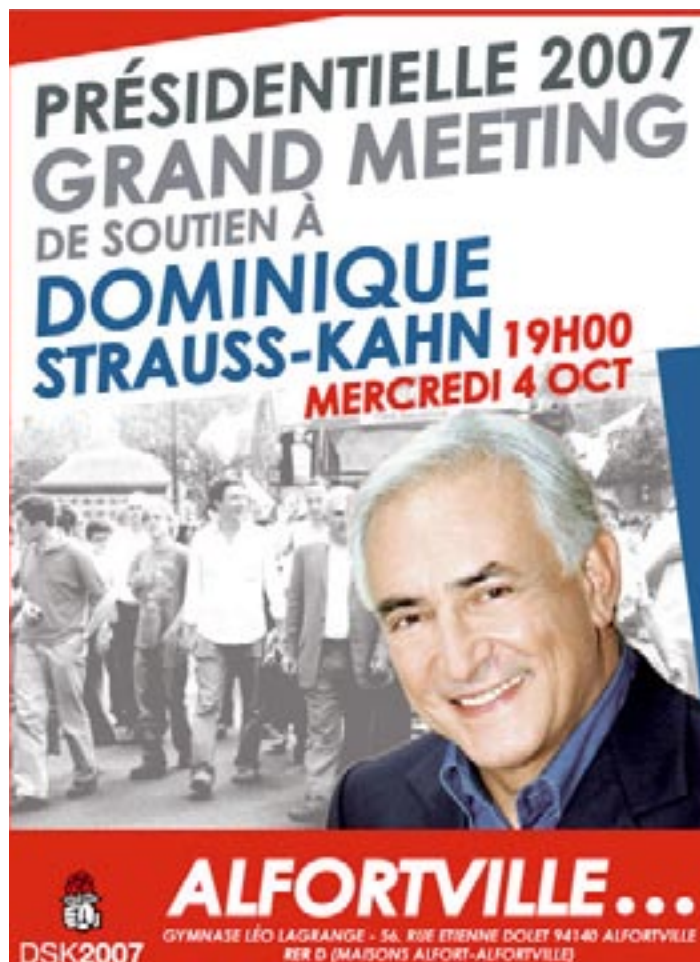
un discours prononcé devant plusieurs centaines de militants et de sympathisants du PS lors de la Fête de la Rose à Rennes.

“Il ne peut continuer jusqu'au printemps 2007 à être à la fois le ministre de l'Intérieur, à utiliser l'appareil de l'Etat pour faire sa campagne, et être candidat”, a-t-il estimé.

“Il doit choisir et si, comme je n'en doute pas, il choisit plutôt d'être candidat que d'être ministre, alors maintenant il doit quitter le ministère de l'Intérieur”, a-t-il asséné.

Pour faire face à l'“échec flagrant de sa politique de sécurité” basée “uniquement sur la répression”, M. Sarkozy cherche “une sorte de bouc-émissaire (...) et montre la justice du doigt”, a-t-il poursuivi, faisant référence aux récents propos controversés du ministre accusant des juges de Seine-Saint-Denis de “démission” face à la délinquance juvénile.

“Jamais pyromane politique ne s'est plus volontiers proposé comme pompier”, a ironisé M. Strauss-Kahn. “C'est contre cet homme que les socialistes doivent être capables de s'unir et de combattre” lors de la prochaine élection présidentielle, a-t-il ajouté.



Le meeting aura lieu au Gymnase Léo Lagrange, 56, rue Etienne Dolet à Alfortville.

RER D Maisons-Alfort/Alfortville.



Sarko : la manip'

Et Nicolas Sarkozy fut pris de panique à son retour des Etats-Unis. Pour obtenir l'onction bushiste lors d'un rendez-vous. Il dû mettre dans la balance une prise de distance vis-à-vis de la manière dont la diplomatie française avait conduit la France dans l'affaire de l'Irak. Cette mise en cause fut récompensée par une photo entre deux portes. Patatras ! Le cliché retenu fit sens ! Nicolas Sarkozy avait l'air d'un gamin hilare, heureux, en visite à Disney world.

Non seulement Nicolas Sarkozy donna l'impression de se placer sous la domination des Etats-Unis, mais en un instant la polémique mina quatre années d'efforts. Comment incarner l'autorité alors que l'on est l'image même de la soumission. Et comme si cela ne suffisait pas, François Fillon croyant faire diversion, ouvrit la boîte des régimes spéciaux, provoquant colère des syndicats et rappel à l'ordre tout en onctuosité de Villepin. La querelle était ré-ouverte.

Il y avait le feu dans la maison Sarkozy. Il fallait un évènement pour souffler les flammes. Un document « judicieusement » glissé dans un dossier de presse permit de ré-ouvrir la polémique. Un odieux incident auprès des forces de l'ordre permit de lui donner du sens. Un opportun déplacement en Seine-Saint-Denis permis de trouver la victime expiatoire. Le laxisme des juges à l'égard des délinquants étant autant partagé par l'opinion que la grogne face à l'impôt ou la colère devant le PV, Nicolas Sarkozy créa une polémique dont il était sûr de l'issue. Sa petite phrase, parce qu'il en fait toujours trop, « les Français savent que je dis la vérité » précédait un sondage opportun qui déclarait que 80% des Français étaient contre que l'on relâchat les délinquants (il faudra s'interroger sur les 20%).

Bref, les Français manifestent, dans les sondages, contre les échecs de Nicolas Sarkozy et ce dernier prenant l'opinion à témoin, déclare « humble et ému » : « vous voyez ils sont d'accord avec moi ».

Une « p'tite manip' » pour effacer le grand faux pas, tout l'homme est là. Elle a mis à mal la séparation de pouvoirs, le travail de la justice, et elle pave un peu plus le chemin d'un Le Pen qui rôde. Nicolas Sarkozy n'en a cure. Il fallait faire disparaître l'image. Pas sûr que le tohu-bohu ait fait oublier la soumission française.

Lionel ou Jospin

Lorsque Lionel Jospin déclare le 28 juin sa disponibilité pour la présidentielle, le jour du meeting de DSK, nul ne s'en offusqua. Tout au plus nous répondions vertement à des journalistes qui nous demandaient de « dégager »...

« Lionel a subordonné sa candidature à trois conditions : un appel de l'opinion, un désir de la gauche et une demande dans le parti ».

Nous appliquions en cela notre doctrine du 11 décembre 2005 : « soit la candidature de Lionel Jospin s'impose à tous et elle s'imposera à nous, soit elle ne s'impose pas et il n'y a pas de raison qu'elle soit ».

Nous n'avons rien dit lorsque ses proches lancèrent un appel à sa candidature. Nous n'avons pas bronché lorsque Lionel Jospin voulu être traité à part. DSK consentit à aller le voir, ce qui pour un candidat à la Présidence de la France n'allait pas de soi. Il n'a point communiqué sur ce qu'ils s'étaient dis et le constat qu'il était candidat. Nous n'avons en rien contrarié la possibilité de l'opinion à exprimer son engouement. Nous n'avons même pas soulevé le sourcil lorsque la sortie des sondages marqués par la remontée de DSK fut contrariée par le forcing médiatique de Lionel Jospin. Nous avons déclaré sa venue utile au débat, indiqué que nous partagions ses préoccupations. Nous n'avons souligné qu'un désaccord, son refus de prendre en compte la demande de rénovation. Nous avons rongé notre frein lorsque ses principaux lieutenants ont évoqué qu'il n'y avait qu'un seul homme d'état : Lionel Jospin. Nous sommes restés de marbre lorsque l'on a évoqué dans la presse que l'on allait rentrer gentiment à la maison.

Mais rien n'est venu, ni dans les fédérations, ni dans la gauche, ni dans l'opinion. Il y a toujours ce remord exprimé et ressenti à La Rochelle, pour ce moment où Lionel Jospin était là et l'opinion ne l'était pas, mais point de sursaut. Alors quand on démarcha les nôtres pour qu'ils poussent à un appel en direction de Lionel Jospin, quand on plaida pour l'éminence du retrait, lorsque enfin, à la télévision, on indiqua que la dynamique était subordonnée à un retrait, il était juste de dire ce qui ne serait pas. On pouvait nous demander de ne pas contrarier une tentation, pas de se sacrifier pour la faire fructifier.

Dominique Strauss-Kahn ne se détermine pas par rapport aux autres, il se veut candidat du rassemblement.



Qui d'autre aujourd'hui peut tout à la fois se distinguer de chacun des candidats, par sa volonté de présenter à la France « autre chose et autrement » et au PS un nouvel âge du socialisme, tout en étant en capacité de dialoguer avec tous les camps ?

Le rassemblement pour faire du neuf et pas pour régler des comptes. Le rassemblement pour changer durablement la France. Le rassemblement pour l'efficacité dans la rénovation, tout en protégeant une culture politique et des principes citoyens. Tout cela ne nous semble pas inatteignable par DSK.

Tendre la main à NPS

Le Nouveau Parti Socialiste s'est réuni à Saint-Nazaire et c'est pour nous l'occasion de ré-ouvrir une discussion avec la gauche du Parti Socialiste et, à travers elle, avec toute la gauche critique et anti-libérale.

Dans le combat que nous allons mener contre la droite et l'extrême droite, il ne faut ni préjugés, ni faux semblants, encore moins de stratégie visant à contourner la gauche, tentant de dérober à la droite les thèmes qui nous ont fait descendre dans la rue.

1/ Nous avons des divergences :

Il serait déloyal et malhonnête de faire croire que nous partageons la même analyse du rapport de forces dans la société Française, la même analyse des marges de manœuvre pour imposer un programme anti-libéral, la même analyse sur l'état des préoccupations de la société française. Il serait tout autant irréaliste et inefficace de rendre les divergences insurmontables, sclérosant les gauches dans une attitude antagoniste pour le plus grand succès de Nicolas Sarkozy et de l'extrême droite.

2/ Nous partageons l'analyse de l'enjeu de la période :

La victoire de Nicolas Sarkozy c'est un programme libéral radical, un atlantisme renforcé, un néo-conservatisme dans la société, un recul européen, et une alliance idéologique de fait avec de Villiers et Le Pen. Ce serait un tournant majeur pour la société française.

3/ Nous partageons aussi l'idée que si la résistance sociale est forte, si le front du refus du libéralisme s'exprime dans un haut degré de lutte, la question de son débouché politique est essentielle. L'émiettement actuel de toutes les gauches mine la crédibilité de l'alternative.

4/ Notre réponse est une social-démocratie conséquente :

C'est-à-dire un nouvel âge du socialisme qui ne soit ni ce que fait la droite, bien sûr, ni ce que fit la gauche. Que ce soit hier en France, ou dans d'autres pays. Si nous voulons dépasser nos divergences, créer la dynamique de l'union, il ne faut pas contraindre les uns et les autres à capituler sur leurs convictions, mais utiliser toutes les convictions pour construire une synthèse nouvelle, un nouveau compromis...

5/ Cette social-démocratie est donc celle qui attaque les inégalités à la racine, qui ne se contente pas de les corriger après coup, qui se propose de lutter contre la précarité et la société à plusieurs vitesses, avec par exemple, la Sécurité sociale professionnelle, qui fait de la question salariale un problème essentiel qui ne se dérobe pas devant les déficits, qui ose dire que l'immigration est une chance, même si elle doit être « contrôlée », qui ne baisse pas les bras devant les délocalisations, mais propose tout à la fois les nationalisations temporaires et un programme radical de relocalisation dans l'espace européen, qui estime qu'il y a des marges de manœuvre dans la mondialisation, qui revendique « l'Europe politique pour l'Europe sociale », tout en indiquant

qu'il ne faut ni reprendre le texte rejeté par les Français, ni une politique qui tournerait le dos au nom de « petits pas » de l'Europe politique, qui revendique une société plus juste, plus stable, plus équilibrée, une République faite d'égalité réelle, de liberté ordonnée et fraternité laïque. Bref, un renouveau à partir de principes.

Rassembler ce n'est pas singer d'autres que soi, ce n'est pas leur dérober leurs positions mais les respecter, en proposant un compromis dynamique. Demain la gauche en aura besoin.

Bref, face au « laissez faire » et au « on ne peut rien faire », face à l'adaptation ou à la seule contestation, une volonté politique qui s'attaque volontairement aux injustices, un programme minimum conséquent qui congédie la double radicalité : libérale et gauchisante.

6/ Pour cela, il faudra « une rupture » : celle de nos institutions : Le NPS a souvent avancé la 6ème République. Nous ne partageons pas la nécessité de changer de République, mais nous croyons nécessaire de refonder ou de poursuivre le mouvement démocratique que réclame notre peuple, en donnant toute sa place au Parlement, y compris l'initiative des lois, en inventant une « démocratie effective », qui ne contourne ni les corps intermédiaires, ni ne confisque le débat citoyen. Le Président de la République ne peut plus être « au dessus », à la fois élu par son camp et le niant au nom du rassemblement des Français.

La conception de DSK, c'est la défense de la majorité présidentielle et parlementaire, de l'application de son programme, c'est le sens du quinquennat et que l'on ne nous dise pas que parce que l'on est de gauche, on n'est pas capable de défendre l'intérêt national et général.

Ce qu'il manque aujourd'hui ce sont des hommes et des femmes, élus, qui fassent ce pourquoi ils ont été élus. C'est ainsi que nous redonnerons confiance.

7/ Nous avons la conviction que c'est dans un dialogue constructif entre une gauche réformatrice conséquente et une gauche contestataire de transformation, que nous pourrions trouver le chemin de la dynamique politique, permettant de fonder une nouvelle union populaire qui redonnera joie et sens à notre pays.

Notre pays veut tourner la page des années Chirac et son cortège de renoncements, d'abaissements, de faux fuyants. Mais dans le même temps, notre pays ne veut pas liquider ses valeurs, ses principes, ce qui fait la République, au profit d'une opinion volatile et malléable.

Nous croyons qu'il est temps de bousculer les murs, de faire rejaillir le débat, de fixer les « bornes », de dire où l'on n'ira pas... le faire avec tous les socialistes, avec un parti qui a ses sensibilités, sa culture, son histoire. Mais comprendre le renouveau, lui donner tous les moyens de réussir en défendant ce qui a fait notre succès depuis Epinay : une formation politique qui fait aujourd'hui et pense demain !

□



Chaque semaine, une personnalité ou un élu s'engage pour DSK

Cette semaine :

Laetitia Martig

Secrétaire fédérale à la Communication

Conseillère Municipale d'Opposition à Meaux

A 33 ans, je milite à la section Edith Girault de Meaux (77) depuis les élections législatives de 1997 où Nicole Bricq a battu Jean-François Copé. Ce fut un moment historique dans la mémoire des militants locaux. On en parle encore aujourd'hui... Petit à petit, j'ai assumé des responsabilités au niveau de la Fédération de Seine-et-Marne passant de Déléguée Fédérale au Droits des Femmes à Secrétaire Fédérale à la Communication auprès d'Emeric Brehier, notre Premier Fédéral. Depuis mars 2006, je siége au Conseil Municipal de Meaux face à Jean-François Copé suite à la démission voulue de Nicole Bricq, Sénatrice, qui souhaitait transmettre le flambeau à des jeunes.

Je soutiens DSK car il représente pour moi "La France Moderne" : la France qui bouge, qui crée, qui réforme, Une France qui est visionnaire et qui assume son histoire de terre d'accueil. Il est celui qui propose le plus. La campagne de 1997 était à ce titre exemplaire pour le PS : les 35 heures, le PACS, la CMU... Aujourd'hui, seul Dominique apporte des idées neuves qui peuvent résoudre les problèmes auxquels les Français sont confrontés. C'est lui qui a le premier proposé le Service Public de la Petite Enfance, la reationalisation temporaire des entreprises,... Rappelez-vous quand Dominique s'est déclaré pour le mariage homosexuel, notre chère direction l'avait alors rappelé à l'ordre car il avait osé exprimer sa position dans la presse

sans que le débat soit posé d'abord en Bureau National ! Aujourd'hui, ceux qui nous faisant la morale hier ont un peu la mémoire courte. Dominique représente pour moi l'avenir et l'espoir que le conservatisme et le ringardisme ne reviennent au galop. Je crois qu'il est l'homme des réformes. Notre pays en a besoin et les Français les attendent.

Comme je suis une femme qui agit et qui assume ses positions, j'aide le courant Socialisme et Démocratie en Seine-et-Marne en animant son blog et au mois de mai-juin derniers, nous avons organisé des débats ouverts à tous les courants dans les 9 circonscriptions. Par ailleurs, c'est un travail de fourmi : convaincre un à un les camarades par le dialogue. Les écouter surtout et leur donner ensuite ma vision des choses. Au bout du compte, beaucoup de camarades réfléchissent et viennent vers nous. J'utilise d'ailleurs beaucoup la publicité des piles DURACEL où je compare le nounours Dominique avec celui de Ségolène... d'après vous qui dure le plus!

Si un militant hésite encore... Je lui dis "viens à sa rencontre". Car c'est là où notre camarade Dominique doit être au maximum dans nos fédérations à la rencontre des militants et militantes. Sa présence est indispensable pour convaincre les copains. En Seine-et-Marne, la Section de Noisiel l'avait convié à un grand dîner républicain. Ce dernier a rassemblé 500 personnes en pleine semaine... Il a été très bon. Les camarades ont été confortés ou convaincus dans leur choix par cela par son discours et sa force de conviction.

□

Dans la presse

Le PS emprunte-t-il la voie du parti démocrate américain ?

Par Jean-Jacques Urvoas.

Tribune parue dans *Libération* du 26 septembre 2006.

Il s'affichait comme « socialiste » et chacun savait que sa réalité était « sociale-démocrate ». Aujourd'hui le PS n'est-il plus seulement que « démocrate », à la mode américaine ? On assiste en effet à une profonde évolution de la nature du parti, qui ne tient pas seulement à l'organisation pour la première fois de véritables « primaires » internes ou l'évocation ici et là de quelque « ticket ».

Certes, le mécanisme ne s'est pas enclenché en 2006. Des stigmates existaient antérieurement, comme l'atteste la place prise au fil du temps par les sondages dans la décision politique. Déjà en 1979 Michel Rocard s'appuyait sur des études flatteuses pour contester le leadership de François Mitterrand. Et en 1994, la popularité constituait le principal atout de Jacques Delors. De même, le rôle des médias est intégré depuis belle lurette dans les stratégies politiques. En 1978, au soir du 2nd tour de la législative, Michel Rocard, le visage

défait, la voix altéré par l'émotion, tirait le bilan de l'échec et lançait l'hallali contre celui qui était alors le premier secrétaire du parti. Dix ans plus tard, le début des meetings présidentiels de François Mitterrand était avancé à 19 h 30 pour permettre aux journaux de 20 h de restituer les premières images.

Cependant, si l'on veut bien observer ce parti de l'intérieur, il semble que les dernières digues menacent de sauter.

Suite page suivante...



Dans la presse

il semble que les dernières dignes menacent de sauter.

En témoigne notamment le poids des sondages. Les jumelles qu'ils étaient hier paraissent s'être transformées en boussoles qui fixent des caps. Il y a vingt ans, ils étaient utiles pour mesurer l'impact de telle ou telle lecture de la société, qu'incarnaient Rocard, Mitterrand ou Chevènement, car la démocratie était alors appréhendée comme une série d'interactions subtiles entre le leadership et le consensus. Aujourd'hui, loin d'être une source de compréhension, ils pourraient devenir le facteur déterminant de toutes les décisions. Le PS ne se comporte pas encore comme le parti démocrate américain qui ne fait ses choix politiques qu'en les subordonnant à une sorte d'acceptation préalable de la décision par l'opinion publique, mais la tentation pointe.

Il y a aussi l'influence croissante des médias. Longtemps caisses de résonance de débats internes, spectateurs narquois de l'irrationnel politique, ils tentent maintenant de s'imposer comme les metteurs en scène. Ils veulent choisir les acteurs. Ils cherchent à imposer des scénarii. Ils trient les répliques et proposent même d'organiser la tournée en offrant leurs plateaux et leurs studios. Il y a près de vingt ans Tony Schwartz, conseiller politique démocrate, pouvait affirmer : « Nous n'avons au fond que trois principaux partis : ABC, CBS, NBC ». En 2007, le PS va-t-il accepter sans réagir que la France n'en compte que deux : Bouygues et Lagardère ?

En matière de choix du candidat à la magistrature suprême, l'évolution est aussi spectaculaire. Hier, chacun s'accordait à penser qu'en France, l'électeur voulait jauger les candidats, les voir combattre avant de les couronner. Il fallait du temps et de l'expérience. Des échecs aussi. Outre-Atlantique, la tradition est toute autre. Quelques mois suffisent à imposer un personnage. Ainsi, en 1976, Jimmy Carter jaillissait de Géorgie et, en quelques semaines, battait Gérald Ford. Tout comme en 1992, Bill Clinton surgissait de l'Arkansas et terrassait Georges Bush. Maintenant, en France aussi, des candidats - qui appartiennent

pourtant à la vie politique nationale depuis 20 ans - éclosent avec la nouveauté comme unique viatique. Et la gestion d'un territoire devient un sauf-conduit pour le gouvernement du pays. Le 100 mètres aurait-il remplacé la course de fond ?

La place même des militants se transforme. Fidèles, disciplinés, déterminés, ils constituaient la force du PS, lui permettant de construire les succès et de résister aux bourrasques. Les congrès servaient de lieu de résolution des polémiques doctrinales que leurs votes venaient trancher après des semaines de débats. De New York (1992) à Boston (2004), depuis belle lurette, la symbolisation a vidé de leur substance politique les conventions démocrates. Elles ne sont que des façades destinées à présenter l'image d'un parti uni et rassemblé où, au milieu de partisans galvanisés, seul le discours d'acceptation du champion revêt une certaine importance. Au PS aussi, les supporters s'imposent. De nouveaux adhérents le rejoignent pour influencer son comportement tout en promettant d'en repartir une fois le vote accompli. Et les anciens échaudés par les revers successifs finissent par douter du bien-fondé de leurs choix et résistent mal au vent dominant, quel que soit sa direction.

La sélection des candidats s'avère pareillement révélatrice. De même que depuis des décennies, le parti démocrate réalise l'alliance des minorités (noirs, hispaniques, catholiques), cette année les socialistes ont réservé des circonscriptions à 23 candidats « issus des minorités visibles », représentants de la « diversité de toute la société ». Selon les termes de son premier secrétaire, l'ambition est de faire élire « au moins 10 députés d'origine maghrébine » à l'Assemblée nationale. Délicat exercice que cette recherche d'universalisme qui ne fasse pas table rase des particularités.

□

Dans la presse

Réplique à un supporter de Ségolène Royal

Par Jean-Christophe Cambadélis. Tribune parue dans *Libération* du 25 septembre 2006.

Parce qu'il voit en Ségolène Royal « la seule candidate socialiste en mesure de battre Sarkozy », Arnaud Montebourg a récemment invité les socialistes qui ne partageraient pas cette évidence à taire toute critique et à se rassembler derrière celle qu'il appelle déjà « la candidate » (*Libération* du 19 septembre).

S'appuyant sur quelques formules générales extraites de récents discours, il s'est, sans plus tarder, adressé aux autres composants de l'ex-gauche plurielle pour les inviter à y reconnaître la nouvelle « synthèse » dont celle-ci lui semble porteuse.

Passons ici sur cet empressement un peu péremptoire à trancher le débat sur les chances électorales comparées des uns et des

autres même si on pourrait attendre d'un responsable politique aguerri comme Arnaud Montebourg qu'il accueille tout de même avec un peu plus de prudence des mouvements d'opinion dont l'expérience a pourtant maintes fois montré la faible valeur prédictive aussi loin du vote.

Et prenons au sérieux le débat qu'il nous propose sur l'offre politique. C'est tout de même plus stimulant que le débat que l'on nous impose entre Royal / Hollande, qui serait la 7ème plaie du socialisme et Jospin / Fabius qui seraient devenus d'austères revenants.

Arnaud fait grand cas du concept « d'ordre juste ». Il le tire, et c'est bien légitime, du côté de ses propres préoccupations, on peut même sourire à cette tentative acharnée à repeindre la vitrine pour lui donner plus de cohérence. Le combat contre les privilèges judiciaires, l'exigence d'une loi républicaine s'appliquant à tous, etc. Mais ce faisant, il en réduit singulièrement la portée et occulte ce qui précisément fait débat.

Suite page suivante...



Ce qui fait débat n'est pas le rappel par Ségolène Royal que la question de l'ordre n'est pas le monopole de la droite, rappel dont elle n'a pas elle-même le monopole. Beaucoup de socialistes, dont nous sommes, ne l'ont pas attendu en effet pour penser et dire que la gauche devait prendre au sérieux les besoins légitimes d'ordre et de sécurité qui émanent des couches les plus modestes de notre société. Nous sommes tous convaincus que notre pays attend un discours sur les valeurs, la signification de la République et du « vivre ensemble » dans la France de ce début de siècle.

Ce qui pose problème c'est le contenu philosophique et programmatique exact qu'on donne à cette formule. A nos yeux, les réponses de la gauche aux grandes questions de société - sécurité, famille, éducation, - doivent procéder d'une approche politique équilibrée entre, d'une part, la poursuite des combats anciens pour l'émancipation et la « démocratisation de la vie personnelle » et, d'autre part, le nécessaire rappel aux règles et à la responsabilité collective. Elles doivent se penser à partir d'un nouveau logiciel social-démocrate et sans la moindre concession au conservatisme moral et aux valeurs traditionnelles de la droite.

Quoiqu'en pense Arnaud Montebourg, il n'est pas évident que le discours et les positions prises par Ségolène Royal la placent d'emblée, sur ces sujets, au centre de gravité de la gauche. Mais ce qui fait débat encore d'avantage c'est la place même que l'on doit accorder à cette thématique de l'ordre dans la future campagne présidentielle.

Esquiver le problème de l'insécurité, renoncer à ferrailler sur ce sujet avec un Nicolas Sarkozy dont les multiples gesticulations et provocations dissimulent en fait un bilan peu probant, serait évidemment une faute politique grave.

Mais chacun sait qu'une bataille politique se gagne d'abord sur l'imposition stratégique du terrain. La gauche peut intéresser un temps en croyant « bousculer les lignes » mais elle se fera piéger au bout du compte si elle concède à Sarkozy et Le Pen que l'enjeu essentiel de la présidentielle est l'enjeu sécuritaire. La vocation incessante de la gauche est au contraire de rappeler que les différentes formes de délinquance ou d'incivilité se nourrissent aussi du chômage de masse, de la précarité, des inégalités et des discriminations raciales.

Par là même, la délinquance n'est pas excusable mais explicable et donc peut être combattu avec une meilleure efficacité. Les enjeux structurels pour la France restent donc aujourd'hui, d'abord, des enjeux économiques et sociaux : sans croissance, nous ne pourrions réduire suffisamment les inégalités qui minent nos territoires. Sans réduction des inégalités, nous ne pourrions faire face durablement à la montée de la violence. Ce terrain économique et social nous est favorable parce qu'il est celui où se jouent, qu'on le veuille ou non, la sortie réelle de la crise française et parce que la gauche y est la dépositaire naturelle des valeurs et des équilibres qui, au-delà des contradictions apparentes, fondent le consensus français sur une économie de marché régulée et encadrée par des protections sociales. Encore faut-il bien sûr avoir une offre politique conséquente à proposer aux français. Arnaud Montebourg a raison de découvrir aujourd'hui que les socialistes du oui et du non comme l'ensemble de la gauche pourraient faire synthèse

autour des orientations générales de la gauche réformatrice que nous partageons avec Ségolène Royal comme avec tous les socialistes rassemblés depuis le Congrès du Mans.

Mais, face aux défis de la mondialisation et de la sauvegarde de la planète, face à la crise d'efficacité du modèle social français, il ne suffit malheureusement pas de « s'enraciner dans l'héritage du mouvement ouvrier et la défense des droits sociaux » ou de prôner l'extension, certes utile et nécessaire, de la démocratie participative. Il faut aussi montrer un chemin praticable dans l'exercice effectif du pouvoir, articuler dans une vision historique, à l'échelle d'un ou de plusieurs mandats, un ensemble de propositions opérationnelles. Il nous pardonnera de ne pas trouver dans la lecture classique du rôle du Président faite par Ségolène Royal les linéaments du parlementarisme restauré cher au député de Saône et Loire.

Ce sera donc à nous de le faire. Il ne suffit pas d'évoquer la capacité à rassembler la gauche, il faut savoir comment obtenir l'union sur la position de Ségolène Royal sur les 35 heures, la carte scolaire sans évoquer le reste. Il est d'ailleurs symptomatique, tout à la justification de la logique de l'opinion, que le 1er secrétaire de fédération du PS qu'il est, n'évoque pas le Parti Socialiste : Quelle serait sa place dans la démocratie d'opinion ? Il ne suffit pas non plus de « réhabiliter la valeur travail », il faut indiquer les voies à travers lesquelles on peut faire revenir la croissance économique et créer des emplois. C'est la condition pour la gauche, non seulement de la victoire en 2007, mais au-delà de la réussite au pouvoir sans laquelle on ne peut durablement transformer la société. Ne nous y trompons pas : en mars, avril 2007, lorsque nous serons sortis de la politique virtuelle et entrés dans le combat réel, seule comptera cette question : qui apporte des solutions aux problèmes des français ? Qui portera un renouveau français ? L'affaire du CPE a rappelé que le scénario de la rupture libérale n'est pas majoritaire dans notre pays.

Mais la France ne confiera pas forcément son destin à la gauche si son candidat ou sa candidate esquivent le pays, on l'a vu en 2002. Qu'Arnaud Montebourg nous pardonne alors de penser que notre camarade Ségolène Royal n'a pas forcément, de ce point de vue, une avance considérable. Qu'il nous pardonne de penser qu'un Dominique Strauss Kahn, qui est, et nulle ne le conteste, un rénovateur compétent, mais soucieux de la gauche, comme de la France, soit le mieux placé. Contrairement à beaucoup, nous n'avons ni préjugé, ni mépris pour les autres, il n'y a pas de candidat naturellement qualifié ou disqualifié. C'est aux adhérents du Parti Socialiste d'en décider. Nous ne faisons pas campagne contre quelqu'un ou en évitant le débat. Qu'il nous pardonne de penser en somme que renoncer aux attaques blessantes et inutiles entre socialistes n'impose pas de renoncer au débat nécessaire sur une question aussi cruciale pour l'avenir de la gauche et de la France.

□

Le rôle du PS connaît aussi des variations. Si plusieurs de ses postulants à l'investiture s'inscrivent dans une tradition où le parti se veut le dépositaire d'une lecture de la complexité de la société, d'autres donnent le sentiment de ne se contenter que du constat. Le discours est parsemé de formules toutes faites peuplées de « mots-tiroirs ». Comme aux Etats-Unis, il se fait plus moral que politique, au nom d'un pragmatisme devenu « sacro-saint ». Imperceptiblement on passe ainsi de l'ère de la conviction à celle de la ferveur, qui pourrait très bien annoncer des lendemains où s'imposeraient définitivement les ritournelles d'un populisme assumé. D'autant que si, hier, la patience apparaissait comme indispensable pour convaincre, aujourd'hui l'impatience de gagner représente une vertu.

Enfin, le destin du candidat promet d'être différent. Par le passé, si la victoire était individuelle, l'échec était collectif.

De Mitterrand à Jospin, le champion défait dirigeait le parti et s'installait comme l'atout de la reconquête. Demain, la victoire sera collective et l'échec individuel. S'il n'emporte pas la compétition sous les vivats, parce qu'il aura largement décidé de la stratégie et qu'il aura cristallisé toutes les attentes, le candidat subira seul la sanction. Comme Dukakis en 1988 ou Kerry en 2004, l'étendard déployé pour la campagne sera écarté sans scrupules ni remords au profit d'un autre.

Au lendemain des présidentielles de 2000 qui virent la première victoire de Georges W. Bush, Olivier Duhamel écrivait : « Tout converge vers l'extinction de la politique. Les électeurs ne choisissent plus un projet, mais un homme. Le peuple n'exprime plus une volonté mais une sympathie. L'impuissance du politique s'en trouve confortée » . Sommes-nous vraiment obligés de les imiter ?

□



DSK2007

Le portail de campagne DSK2007 pour l'investiture socialiste



DSK2007.net

ACTES • PROPOSITIONS • DSK S'ENGAGE • LE BLOG DE DSK • ECOUTEZ-VOIR • CONTACTS



SOUTENEZ DSK !



Cher(e) ami(e), Les échéances électorales des prochains mois s'annoncent déterminantes pour la France et pour les Français. Ce qui est en jeu, c'est notre modèle, nos valeurs, l'avenir de la France et de l'Europe. Je refuse le renoncement. Tous les renoncements. Aussi bien celui que la droite, par la bouche de Nicolas Sarkozy, appelle « rupture », que celui d'une certaine gauche qui refuse d'avancer. Je me bats pour la mise en place de l'égalité réelle, parce que la lutte contre les inégalités qui gangrènent notre pays est pour moi le premier devoir des socialistes. Je n'ai pas besoin de vous rappeler l'importance de ce combat-là, qui est le mien depuis longtemps. Les échéances sont déterminantes et elles se rapprochent à grands [...] **SIGNEZ L'APPEL !**



VOS BLOGS DE LA SEMAINE

LE BLOG D'ANLOU
LE PAFON AVEC DSK
LE GERS AVEC DSK

MES PROPOSITIONS

POLITIQUE DE LA VILLE

Les nouvelles inégalités sont avant tout territoriales. Le lieu de naissance ou de résidence est devenu peu à peu plus discriminant que la classe sociale. Notre pays se divise [...]

En savoir plus sur cette proposition
Voir toutes les propositions

"Si un enfant a besoin de trente heures de mathématiques au lieu des vingt prévues théoriquement au programme, l'école doit être capable de les lui fournir."

DSK, *JES JEURS*, Journal contre le renoncement, Grasset. **Extraits**

AVEC DSK...



Vous aussi, créez votre propre comité de soutien...

Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

Par mail :

lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien)

01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier :

Socialisme & Démocratie -

7, rue de la Planche 75007 Paris

Les déplacements de DSK :

30 septembre ^ Charleville Mézières

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE

MAIL

ABONNEMENT 15 EURO

SOUTIEN

30 EURO